

## Huawei lance un OpenLab en Afrique du Sud

Lors de la Huawei Eco-Connect Conference à Sandton, l'équipementier chinois Huawei a annoncé l'ouverture d'un Global OpenLab Program en Afrique du Sud. Avec l'ouverture de ce laboratoire, Johannesburg sera l'une des 7 nouvelles villes accueillant un Huawei OpenLab programmé en 2017, rejoignant ainsi Londres, Paris, et Moscou, pour faire partie de cet écosystème. L'OpenLab de Johannesburg fait partie d'un plan d'investissement sur trois ans de 200 millions de dollars qui permettra à Huawei de travailler avec divers partenaires de l'industrie en Afrique du Sud afin de créer des solutions novatrices. Les deux premiers domaines d'innovation communs de Johannesburg OpenLab se concentreront sur la sécurité publique et les solutions de réseaux intelligents qui comporteront le développement d'analyses avancées pour les opérations de la police et du réseau électrique, ainsi que l'intégration de l'IoT et du module de communication de Huawei dans les smart mètres qui enregistrent la consommation électrique. A ce jour, Huawei a construit et exploité des OpenLabs dans 5 villes dont Suzhou (Chine), Munich (Allemagne), Mexico, (Mexique), et Dubaï (Emirats arabes unis). Ces OpenLabs facilitent l'innovation conjointe et les lancements de solutions avec plus de 400 partenaires dans les secteurs Smart City, finance, transport, énergie, fabrication et médias.

## Vodacom fournira une solution de gestion numérique à des écoles sud-africaines

Vodacom fournira une solution de gestion numérique à plus de 5 000 écoles dans la province du Cape oriental en Afrique du Sud. La solution permettra au ministère de l'Éducation de la province de recourir à la technologie pour mieux gérer les écoles réparties dans la région. La tutelle recevra ainsi de chaque école des informations vitales comme la gestion de l'emploi du temps, la fréquentation et le suivi des élèves, ainsi que la gestion d'actifs afin d'améliorer les résultats scolaires. L'application de Vodacom s'intègre avec la solution de gestion de l'administration scolaire sud-africaine (SA SAMS). Les enseignants auront également accès à un contenu de la plate-forme e-school de Vodacom qui vise à améliorer l'enseignement et l'apprentissage dans les écoles qui recevront des périphériques tels que des ordinateurs portables et des tablettes sécurisés via la solution Vodacom Secure Device Management (VSDM), ce qui garantit que le contenu critique est protégé contre les crimes de cyber-sécurité. Vuyani Jarana, directeur général de Vodacom Business, déclare : «Malgré les efforts du gouvernement pour investir dans les infrastructures scolaires publiques, l'Afrique du Sud a encore un énorme retard. Avec le manque de bibliothèques, de laboratoires scientifiques, et de salles de classe, il est difficile d'imaginer comment l'Afrique du Sud pourrait améliorer l'éducation sans utiliser les technologies TIC.»

## Le groupe chinois TCL se plaint du protectionnisme américain

Le groupe d'électronique chinois TCL a affirmé que le protectionnisme américain est le plus grand obstacle pour l'internationalisation des entreprises chinoises. Ainsi, le fabricant chinois a été informé qu'il pourrait ne pas être approuvé dans le but d'acheter une société américaine de technologie. «Nous avons un contrat d'acquisition aux États-Unis. Cela fait plus de six mois qu'il n'est toujours pas approuvé par le gouvernement», a déclaré le président de TCL, Li Dongsheng, en marge d'un événement à Hong Kong. «Le protectionnisme est le plus grand obstacle à l'internationalisation des entreprises chinoises», a-t-il déclaré. TCL est le troisième fabricant mondial de téléviseurs après les sud-coréens Samsung Electronics et LG Electronics, et est également le deuxième fabricant d'écrans d'affichage en Chine. Il se classe également comme le septième plus grand fournisseur de téléphones portables pour les marques Alcatel et BlackBerry. Li a précisé que l'accord était «très proche de l'approbation» avant que le Président Donald Trump ne prenne ses fonctions, après quoi tous les examens administratifs eurent été gelés. TCL devait alors soumettre de nouveau tous les documents liés à l'opération et a été informé qu'il ne peut pas être approuvé, a déclaré Li.

## WEBOMETRICS 2017

# Les centres de recherche algériens s'enfoncent dans le classement mondial

● De la 201<sup>e</sup> place mondiale, 2<sup>e</sup> en Afrique et 1<sup>re</sup> dans le monde arabe dans l'édition 2016 du Webometrics, le CERIST chute gravement dans le classement 2017. Il a été relégué au 2 384<sup>e</sup> rang mondial, 25<sup>e</sup> en Afrique et 10<sup>e</sup> dans le monde arabe, dans l'édition 2017 du classement des sites web des centres de recherche scientifique. Certains parmi les organismes algériens de recherche scientifique comme le CDTA, le CRAAG et le CREAD, ont gagné des places. D'autres, déjà mal classés, en ont beaucoup perdu. Etat des lieux...

Par Abdelkader Zahar

Contrairement aux universités algériennes, les sites web des centres de recherches avaient une meilleure visibilité dans le classement Webometrics qui évalue la présence et l'influence des sites web des établissements de l'enseignement supérieur et des organismes de recherche scientifique. Si cela était valable dans les éditions 2015 et 2016 du Webometrics, cela ne semble plus être le cas. La dégringolade est manifeste dans l'édition 2017 du classement Webometrics pour l'ensemble des centres de recherches algériens. Elle l'est encore plus pour le Centre de recherche sur l'information scientifique et technique (Cerist) dont le classement mondial est passé de la 201<sup>e</sup> place (parmi 7 353 centres de recherches, toutes disciplines confondues) en 2016, à la 2 384<sup>e</sup> place (parmi 7 953) en 2017. Une chute sans appel qui montre que le volume, la visibilité et l'impact des pages du site Web du Cerist sont en déclin.

Pour rappel, le site web du Cerist était à la 306<sup>e</sup> place mondiale en 2015, avant de passer à la 201<sup>e</sup> en 2016. Il perd ainsi 2 183 places dans le classement Webometrics 2017 en arrivant au 2 384<sup>e</sup> rang. En Afrique, après une amélioration de son classement entre 2015 et 2016, passant de la 3<sup>e</sup> à la 2<sup>e</sup> place (sur un total de 156), le Cerist réalise sans doute son plus mauvais résultat en 2017 en arrivant à la 25<sup>e</sup> place sur un total de 149 centres de recherches évalués sur le continent. En Afrique du Nord, la place du Cerist en a également pris un coup en passant de la 1<sup>re</sup> sur 60 centres en 2016, à la 4<sup>e</sup> sur 59 en 2017. Quant au classement dans le monde arabe, la visibilité du Cerist passe de la 1<sup>re</sup> place (sur 103) en 2016, à la 10<sup>e</sup> place (sur 102) en 2017. Les classements



webometrics des établissements universitaires et scientifiques (universités et centres de recherche) se basent essentiellement sur le contenu diffusé sur les sites web de ces organismes.

Selon la «méthodologie» expliquée sur le site de Webometrics, le «classement web mesure le volume, la visibilité et l'impact des pages web publiées par les centres de recherche, en mettant l'accent sur la production scientifique (articles référencés, contributions à la conférence, pré-imprimés, monographies, thèses, rapports, ...).» Le classement prend également en compte «d'autres documents», à savoir la «documentation didactique, séminaires ou ateliers, bibliothèques numériques, bases de données, multimédia, pages personnelles,...», ainsi que les «informations générales sur l'institution, leurs départements, les groupes de recherche ou les services de soutien et les personnes qui travaillent ou fréquentent les cours».

### CDTA, Craag et Cread gagnent des places

Dans la douzaine de centres de recherche algériens répertoriés dans le classement Webometrics 2017, neuf dont le Cerist ont perdu des places par rapport à 2016. Par contre, trois autres, le CDTA, le Craag et le Cread ont gagné quelques places dans le classement en Afrique, et des centaines dans le classement mondial. Au niveau national, le classement Webometrics 2017, le Cerist et le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) gardent respectivement la 1<sup>re</sup> et la 2<sup>e</sup> place comparativement à 2016. Le CDER passe de la 8<sup>e</sup> à la 34<sup>e</sup> place en Afrique, et de la 764<sup>e</sup> à la 2 928<sup>e</sup> place mondiale. Le Centre de développement des technologies avancées (CDTA) qui passe en 3<sup>e</sup> position (6<sup>e</sup> en 2016) après avoir gagné dix places en Afrique (43<sup>e</sup> en 2017 contre 53<sup>e</sup> en 2016) est passé

du 4 103<sup>e</sup> rang au 3 317<sup>e</sup> dans le classement mondial. Si le Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA) perd une seule place en Algérie (de la 3<sup>e</sup> à la 4<sup>e</sup>), il passe de la 10<sup>e</sup> à la 59<sup>e</sup> en Afrique, et de la 919<sup>e</sup> à la 4 088<sup>e</sup> place mondiale. Le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (Craag) a amélioré son classement entre 2016 et 2017. Il passe de la 7<sup>e</sup> à la 5<sup>e</sup> place en Algérie, de la 74<sup>e</sup> à la 72<sup>e</sup> en Afrique et de la 5 338<sup>e</sup> à la 4 548<sup>e</sup> dans le monde.

Le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (Craag) perd deux places dans le classement Webometrics algérien (4<sup>e</sup> à 6<sup>e</sup>), soixante places en Afrique (24<sup>e</sup> à 84<sup>e</sup>), et près de 300 places dans le monde (2 195<sup>e</sup> à 5 104<sup>e</sup>). Le Research Center in Industrial Technologies (CRTI) perd deux places dans le classement national (5<sup>e</sup> à 7<sup>e</sup>), passe de la 25<sup>e</sup> à la 86<sup>e</sup> place en Afrique, et de la 2 195<sup>e</sup> place à la 5 327<sup>e</sup> dans le monde.

Le Centre de recherche en économie appliquée pour le

développement (Cread), de la 8<sup>e</sup> à la 10<sup>e</sup> en Algérie, il gagne une place en Afrique (100<sup>e</sup> à 101<sup>e</sup>) et passe de 6 279<sup>e</sup> à 5 847<sup>e</sup> dans le classement mondial. L'Institut algérien du pétrole (IAP), de 8<sup>e</sup> à 9<sup>e</sup> en Algérie, de 85<sup>e</sup> à 104<sup>e</sup> en Afrique, et de 5 610<sup>e</sup> à 5 961<sup>e</sup> dans le monde. Le Centre de recherche en biotechnologie (CRBT), de 9<sup>e</sup> à 10<sup>e</sup> en Algérie, de 86<sup>e</sup> à 110<sup>e</sup> en Afrique et de 5 672<sup>e</sup> à 6 229<sup>e</sup> dans le monde. Le Centre national de recherche appliquée en génie parasismique (CGS), toujours 11<sup>e</sup> en classement national, passe de 104<sup>e</sup> à 123<sup>e</sup> en Afrique, et de 6 327<sup>e</sup> à 6 891<sup>e</sup> dans le monde. Quant au Centre de recherche scientifique et technique en analyses physico-chimiques (Crapc), 12<sup>e</sup> en Algérie, passe de 131<sup>e</sup> à 128<sup>e</sup> en Afrique, et de 7 055<sup>e</sup> à 7 117<sup>e</sup> dans le classement mondial. A noter que le nombre des centres de recherches répertoriés dans les classements Webometrics 2016 et 2017 est passé de 7 353 à 7 953 dans le monde, et de 147 à 149 en Afrique.

A. Z.

## «Orange Bank» sera lancée le 6 juillet en France



espère engranger deux millions d'abonnés en dix ans parmi ses 30 millions de clients mobiles en misant sur la gratuité du service. «Je pense que le secteur bancaire n'a pas encore fait sa vraie transformation digitale», a déclaré le P-dg Stéphane Richard, cité par Reuters. Le nouveau service Orange Bank est accessible via une application mobile et un réseau de boutiques dédiées. Il sera d'abord testé auprès des salariés de l'opérateur à compter de la mi-mai avant d'être commercialisé auprès du grand public le 6 juillet, rapporte Reuters. Orange Bank, qui devrait coûter de l'argent à l'opérateur dans les premières années, espère atteindre le point mort d'ici quatre ou cinq ans, a précisé Stéphane Richard. L'opérateur compte se rémunérer principalement sur les commissions prélevées sur les transactions, sur les frais facturés en cas de découvert et avec les crédits, notamment à la consommation.